L'Ontario propose un moratoire de deux ans sur les activités d'embouteillage d'e

Dossier de

br /> la rédaction de H2o November 2016

L'Ontario prend des mesures en vue de protéger les ressources en eau de la province pour les générations à venir en proposant un moratoire de deux ans sur les nouvelles entreprises d'embouteillage qui prélÃ"vent de l'eau de sources souterraines ainsi que sur les installations qui augmentent leur capacité à cet égard. La province suggÃ"re également d'établir des rÃ"gles plus strictes pour le renouvellement des permis déjà délivrés.

Le moratoire proposé est la premiÃ"re d'une série de mesures que la province entend prendre pour mieux protéqer l'eau potable de l'Ontario. Il s'appliquera à toute installation d'embouteillage qui prélÃ"ve des eaux souterraines et qui doit détenir un permis en vertu de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario. Les rà gles envisagées feraient passer de dix ans à un maximum de cinq ans la durée des demandes de renouvellement des permis, en plus d'exiger une plus grande transparence publique, de nouvelles directives d'exploitation, des réductions obligatoires sur les prélà vements en période de sécheresse et des études scientifiques plus approfondies. Dans le cadre des efforts continus de l'Ontario pour protéger ses ressources en eau, le gouvernement examine également de prà s la façon dont la tarification et d'autres outils pourraient être utilisés pour contribuer à mieux gérer et à protéger les ressources hydriques de la provinc Il fera le point A ce sujet plus tard cet automne. Pendant la dur©e du moratoire, l'Ontario pr©voit en outre d'entreprendre des recherches pour approfondir les connaissances sur les eaux souterraines en Ontario ; de réviser les rà gles actuelles afin de protéger adéquatement les eaux souterraines pour les générations à venir ; d'obtenir des commentaire du public et une rétroaction sur le processus actuel de l'Ontario pour la délivrance de permis d'exploitation des eaux souterraines et sur la gestion de cette ressource à l'avenir. "L'eau est essentielle au bien-Ãatre et à la force économique de nos collectivités. Compte tenu des changements climatiques, et plus particuliÃ"rement des conséquences de la sécheresse et de la croissance constante de la population, nous allons travailler avec nos partenaires pour veiller à la protection adéquate de cette ressource vitale", a déclaré Glen R. Murray, ministre de l'Environnement et de l'Action en matiÃ"re de changement climatique.

Les Ontariens peuvent exprimer leur point de vue sur le moratoire de deux ans proposé au moyen du Registre environnemental jusqu'au 1er décembre 2016. Le moratoire proposé entrerait en vigueur à la date de dépôt du règlement.

Environnement Ontario Â

Â